

Pour regarder les choses en face, alors surtout qu'elles sont difficiles, aucun lieu ne convient mieux que les abords de notre Meuse. Non seulement, parce qu'ils furent le théâtre de certains des événements les plus grands de notre Histoire, mais encore pour cette raison que le peuple qui les habite, le peuple de Lorraine, le peuple de Bar-le-Duc, a su, de tout temps, garder intactes sa force d'âme et sa lucidité. Or, c'est bien de lucidité et c'est bien de force d'âme que nous avons besoin pour considérer franchement, telles qu'elles sont, la situation du monde et la position de la France. Le drame de la guerre de trente ans, que nous venons de gagner, a comporté maintes péripéties et vu entrer et sortir maints acteurs. Nous autres, Français, sommes de ceux qui restèrent toujours sur la scène et ne changèrent jamais de camp. Les circonstances ont pu nous contraindre à varier notre tactique, tantôt au grand jour des champs de bataille, tantôt dans la nuit de la clandestinité. Mais nous ne comptons finalement qu'une seule sorte d'anciens combattants. Ceux des nôtres qui, naguère, attaquèrent sur la Marne, sur l'Yser ou sur le Vardar, ne différaient en rien de ceux qui, hier, s'accrochaient à la Somme, s'acharnaient à Bir-Hakeim, prenaient Rome, défendaient le Vercors ou libéraient l'Alsace. Les douloureuses victimes des villages martyrs de la vallée de la Saulx sont tombées pour la même cause que les glorieux soldats ensevelis à Douaumont. Qu'eussent été le caractère et l'issue de cette guerre si, du premier au dernier jour, elle n'avait été française en même temps que mondiale ? Que serait demain la paix si elle ne devait être la paix de la France aussi bien que celle des autres ?

La paix de la France c'est, tout d'abord, le règlement du sort de l'Allemagne. En l'espace d'une vie d'homme nous avons été trois fois envahis par nos voisins d'outre-Rhin. Ils n'y ont, en définitive, certes pas gagné grand-chose. Mais nous y avons beaucoup perdu, au point qu'aujourd'hui, du fait de nos blessures, l'équilibre du monde se trouve compromis.

Il est vrai que l'Allemagne, décimée à son tour dans sa population, ravagée dans ses villes, ses mines, ses usines, moralement chancelante sous le poids de ses crimes et de ses malheurs, occupée par de puissantes armées, n'est plus un sujet d'alarme immédiate pour les nations qui doivent bâtir la paix. Mais, après une guerre de trente ans, on ne fait pas la paix pour l'immédiat. Quelles que soient ses épreuves, l'Allemagne demeure l'Allemagne, c'est-à-dire un grand peuple, massivement installé au cœur de l'Europe, qui dans l'abîme se souvient des sommets et que le démon de la guerre pourrait encore tenter un jour si la chance lui était offerte de retrouver sa grandeur en conjuguant son ambition avec celle de quelqu'un d'autre. Pour mettre l'Allemagne, comme on dit « hors d'état de nuire », il ne suffit pas d'empêcher qu'elle soit directement menaçante, il faut encore faire en sorte qu'elle ne puisse être ni tentatrice, ni tentée. Sinon, malheur, une fois de plus, aux fils et aux filles des hommes ! C'est pourquoi la France a, vis-à-vis d'elle-même et vis-à-vis des autres, le devoir de s'opposer à ce que l'Allemagne redevenue l'État unifié et centralisé, bref le Reich, dont l'armature et l'impulsion furent toujours les conditions de ses belliqueuses entreprises. Alors que l'esprit de la paix ne souffle encore que bien timidement, alors que la coopération internationale n'est même pas sortie des querelles de procédure et qu'il n'est que trop évident qu'il lui faudra beaucoup de temps pour s'établir et pour régner, alors surtout qu'il existe entre les Puissances victorieuses des divisions dont nul ne peut dire à quoi elles aboutiront, comment pourrions-nous admettre que l'on rebâtisse maintenant, soit politiquement, soit économiquement, - ce qui reviendrait vite au même, - l'instrument qui fut celui de Bismarck, de Guillaume II et d'Hitler ?

La solution de la France, pour un accord sincère, pratique, humain, au sujet de l'Allemagne, est une solution simple et chacun la connaît. Laisser les diverses et traditionnelles entités germaniques : la Prusse, la Saxe, la Bavière, le Wurtemberg, le Pays de Bade, les Hesse, le Palatinat, la Province Rhénane, les Provinces Nord-Occidentales, se ressaisir, s'administrer, s'orienter chacune pour son compte et à sa manière. Placer sous autorité internationale l'immense arsenal de la Ruhr, non point pour priver les populations allemandes de ce dont elles ont besoin, mais pour répartir entre elles et entre les nations voisines le charbon nécessaire à la vie économique de tous. Faire entrer dans l'économie française le bassin de la Sarre, dont une grande partie nous fut jadis arrachée, dont le traité de Versailles nous donnait les charbonnages et dont le développement se conjugue naturellement avec celui de nos mines de fer. Attribuer à la Pologne une frontière occidentale qui compense raisonnablement les pertes subies par elle à l'est. Fixer enfin à l'Oder et au Rhin les limites de la sécurité des États voisins de l'Allemagne qui porteront les charges et exerceront les droits correspondants d'occupation. Il y a là ce qu'il faut pour vivre et pour faire vivre, aussi longtemps que l'organisation des Nations unies ne sera pas en mesure de garantir la paix quoi qu'il arrive et à la condition que nul n'ait l'arrière-pensée d'utiliser contre d'autres la renaissance germanique.

Faute de pouvoir faire adopter une solution de cette sorte, nous ne saurions évidemment nous dispenser d'agir dans notre zone d'occupation suivant nos droits et nos intérêts, comme, d'ailleurs, paraît-il, nos alliés, de leur côté, ont décidé de le faire. Mais le peuple français doit mesurer ce qu'a de trouble la discordance des vainqueurs à propos de l'Allemagne vaincue dans la situation où se trouve aujourd'hui l'univers.

C'est qu'en effet, par rapport à ce qu'elle était avant cette guerre de trente ans, la figure du monde a changé de fond en comble. Il y a un tiers de siècle nous vivions dans un univers où six ou huit grandes nations, apparemment équivalentes, chacune s'associant avec telle ou telle autre par des accords divers et nuancés, se faisaient partout équilibre, où les États moins puissants se trouvaient, par là même, relativement garantis, où le droit des gens était reconnu parce qu'en le violant on eut bravé la coalition de la morale et de l'intérêt, où enfin la stratégie n'imaginait et ne préparait, en vue de conflits possibles, que des destructions rapides et limitées.

Mais le cyclone a passé. On peut maintenant faire l'inventaire. Compte tenu de l'effondrement de l'Allemagne et du Japon, et de l'affaiblissement de l'Europe, la Russie soviétique et les États-Unis d'Amérique se trouvent actuellement occuper seuls un rang capital. On dirait que le génie du monde qui, dans les temps modernes, porta tour à tour sur l'Empire Romain Germanique, l'Espagne, la France, l'Angleterre, le Reich allemand, une sorte de prééminence, ait décidé aujourd'hui de la partager en deux. De là, dans l'univers, un facteur de déchirement substitué à l'équilibre de naguère. D'autant que l'Amérique et la Russie, riches en hommes et en ressources, compactes par leur territoire, naturellement protégées, l'une par d'immenses océans, l'autre par sa propre étendue, sont en vertu de leur masse sollicitées à une expansion qui, suivant l'éternel usage, se drape du manteau des doctrines, mais qui est en dernier ressort un déferlement de puissance.

Tel est l'effet d'une évolution depuis longtemps commencée et que, voici plus de cent ans, un historien français, Tocqueville, annonçait en termes saisissants : « Deux grands peuples, écrivait-il, partis de points différents, s'avancent vers le même but : ce sont les Russes et les Américains. Les autres paraissent avoir atteint les limites qu'a tracées la nature, eux seuls marchent dans une carrière dont l'œil n'aperçoit pas les bornes. Pour atteindre son but, l'Américain se repose sur la force et la raison des individus : le Russe concentre dans un homme toute la puissance de la société. L'un a pour principal moyen d'action la liberté ; l'autre la servitude. Leur point de départ est différent. Leurs voies sont diverses. Mais chacun des deux semble appelé, par un dessein secret de la Providence, à tenir un jour dans ses mains les destinées de la moitié du monde. »

Ainsi prophétisait Tocqueville. Sans doute sa description avait-elle quelque peu schématisé et, par suite, exagéré ce qui est aujourd'hui la réalité. Cependant, il faut convenir que les événements lui donnent assez largement raison. La guerre qui vient de finir a mis en contact immédiat les forces et les influences des deux principaux partenaires. Nul ne peut, désormais, se dérober aux lourds soucis que fait peser, sur les destins de chaque contrée et de chaque individu, l'avenir des relations de l'Amérique et de la Russie.

Quoi donc petit rétablir l'équilibre, sinon l'Ancien Monde entre les deux nouveaux ? La vieille Europe, qui, depuis tant de siècles, fut le guide de l'univers, est en mesure de constituer, au cœur d'un monde qui tend à se couper en deux, l'élément nécessaire de compensation et de compréhension. Les nations de l'antique Occident, qui ont pour artères vitales la mer du Nord, la Méditerranée, le Rhin, géographiquement situées entre les deux masses nouvelles, résolues à conserver une indépendance qui serait gravement exposée en cas de conflagration, physiquement et moralement rapprochées de l'effort aggloméré des Russes, aussi bien que de l'essor libéral des Américains, globalement puissantes par leurs ressources propres et par celles des vastes territoires qui sont liés à leur destin, plongeant au loin leurs influences et leurs activités, de quel poids pèseraient-elles si elles parvenaient à conjuguer leurs politiques ; en dépit des griefs échangés d'âge en âge !

Une pareille harmonie implique d'abord l'entente de Londres et de Paris. Cette entente, notre pays, l'a, depuis longtemps, recherchée et, disons-le franchement, au prix de maints sacrifices. Certes, quand il a fallu, en 1914 et en 1939, se dresser contre ceux qui prétendaient asservir l'Europe, l'Angleterre et la France ont été côte à côte, l'épée à la main, du premier jusqu'au dernier jour. Nous ne doutons pas que, le cas échéant, les mêmes sinistres causes produiraient les mêmes salutaires effets. Mais pourquoi ces deux compagnes de guerre ne s'accorderaient-elles pas dans la paix ? Il est vrai que maints sujets d'une importance capitale pour la France les séparent encore actuellement. Ainsi du

règlement des affaires allemandes pour ce qui concerne, en particulier, le sort de la Ruhr et, dans l'immédiat, la production trop faible et la répartition trop exclusive du charbon de ce bassin. Ainsi des traverses jetées de l'extérieur dans nos rapports avec les États arabes d'Orient. Ainsi des intrigues traditionnelles dont nous trouvons toujours la trace en divers points de notre Empire. Cependant quel bienfait ce serait pour le monde, si, ces problèmes une fois réglés dans des conditions acceptables pour nous, les deux bons, vieux et braves peuples de France et de Grande-Bretagne, liés entre eux par tant de sacrifices communs, d'espérances semblables et d'estime réciproque, s'accordaient fondamentalement pour servir la paix comme ils le firent pour faire la guerre !

Pour bâtir la paix sur laquelle chacun va s'établir et pour édifier l'organisation qui devra la rendre solide, le temps presse ! l'enjeu est sacré ! D'autant plus qu'en vertu de cette loi obscure qui met toujours aux mains des hommes des moyens proportionnés à l'envergure de leurs querelles, l'avènement des deux nouveaux mondes coïncide avec la découverte de procédés de destruction terriblement puissants. Chacun mesure la menace latente qui, de ce fait, pèse sur la civilisation. Chacun comprend que rien n'est, pour tous les peuples, plus impérieusement nécessaire que d'organiser en commun la recherche, la production, la détention de l'énergie atomique dans des conditions telles qu'elle serve au développement économique et social, mais qu'elle ne puisse jamais être employée pour la guerre. Nous devons dire, à ce sujet, que les propositions faites par le Gouvernement des États-Unis et qui tendent à monopoliser dans un organisme international et obligatoire tout ce qui concerne, où que ce soit, la désagrégation de la matière, nous paraissent justes et bonnes. En tous les cas, il faut aboutir. Il y a là un devoir envers l'espèce humaine et ce devoir passe infiniment les intérêts et prétentions de tous les régimes et de toutes les nations. S'il n'est pas rempli, le nuage du danger va peser sur tout ce qui vit. Mais, s'il l'est, on verra sans doute naître, enfin ! cette coopération internationale qui est, désormais, pour l'Humanité la seule voie concevable de la paix et du salut.

Comme un navire qui reprend la mer à peine a-t-il touché le port, ainsi notre pays, sitôt la victoire remportée, se trouve de nouveau devant le devoir de l'effort. C'est la peine éternelle et c'est la grandeur de la France de ne s'arrêter jamais, car, pour elle, cesser d'agir reviendrait à disparaître. Mais il suffit d'évoquer l'univers rude et mouvant dans lequel nous avons à vivre pour tirer cette conclusion : nous ne jouerons notre rôle, nous n'obtiendrons ce qui nous est dû, nous ne servirons comme il convient l'intérêt supérieur du monde, que si, après tant d'épreuves et de leçons et malgré les préjugés, les préventions et les chimères, nous organisons la direction nationale, c'est-à-dire l'État, pour l'efficacité, la cohésion, la continuité ! Où est l'avenir ? Il est en nous.

Vive la République ! Vive la France !

Charles de Gaulle, discours prononcé à Bar-le-Duc, 28 juillet 1946.